

PAKISTAN : L'ISOLEMENT DE MUSHARRAF

Mariam Abou Zahab
Doctorante rattachée au CERI

Dépourvu de base sociale, le pouvoir du général-président est menacé tant par l'agitation dans les provinces occidentales du pays que par le rapprochement entre l'Inde et les Etats-Unis.

Le Pakistan est-il à la veille d'un changement de régime ? Jamais, en tout cas, le président Musharraf n'a été aussi semblable isolé sur le plan intérieur, mais aussi diplomatique après la récente visite de George W. Bush qui a laissé un goût amer à Islamabad.

Au lendemain du coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir en 1999, Pervez Musharraf avait écarté les principaux partis politiques au nom de « l'intérêt national » et mis en place un gouvernement civil à sa main. Six ans et demi plus tard, cette équipe, déchirée par les luttes de factions, ne dispose pas de base sociale. Certes, Pervez Musharraf est en principe soutenu par la MMA (Muttahida Majlis-e-Amal), mais cette coalition de partis islamistes est devenue son détracteur le plus virulent, du fait notamment de son alliance



avec les Etats-Unis. Dans ce contexte, il n'est pas certain que le gouvernement soit capable d'organiser des élections libres promises pour 2007. Ni que le général-président abandonne l'uniforme comme il s'y est engagé plusieurs fois depuis 2004.

Les provinces occidentales du pays sont, elles, en proie à la violence. Au Balouchistan, le gouvernement s'en remet uniquement à l'option militaire pour répondre aux revendications de partage plus équitable des ressources (gaz notamment) de la région. Une option qui avait pourtant échoué lors d'un soulèvement local dans les années 70. De même, les opérations anti-terroristes lancées en juin 2003 dans les zones tribales frontalières de l'Afghanistan ont été un fiasco, alors même qu'elles ont coûté la vie à des centaines de militaires et de civils. Le Waziristan est devenu un sanctuaire pour les taliban locaux et afghans qui ont radicalisé la culture locale en invoquant la religion, le sentiment anti-américain et l'identité ethnique pour gagner le soutien de la population. L'administration civile s'est retirée du Waziristan où l'agitation peut durer indéfiniment.

L'incapacité du Pakistan à contrôler sa frontière poreuse a envenimé les relations avec l'Afghanistan. Et l'influence grandissante de l'Inde à Kaboul remet en cause l'équilibre régional. Le territoire afghan n'assure plus au Pakistan la profondeur stratégique que lui assignaient les militaires d'Islamabad. Le cauchemar d'un Pakistan pris en tenaille entre des voisins hostiles soupçonnés de vouloir le déstabiliser renaît.

Dans ce contexte, la récente visite du président Bush, dont le général Musharraf attendait qu'elle légitime son pouvoir et sa vision très personnelle de la démocratie, a entamé au contraire la crédibilité du gouvernement. Elle a confirmé, si besoin était, que les États-Unis voient le Pakistan au seul prisme de la « guerre contre le terrorisme » et des services qu'il peut rendre dans ce domaine. A l'inverse, l'Inde est considérée par Washington comme un partenaire stratégique. Témoin, l'accord de coopération nucléaire conclu entre les deux pays. Les États-Unis veulent aider l'Inde à devenir une puissance mondiale afin de faire contrepoids à la Chine en Asie. La fourniture d'armes américaines sophistiquées à New Delhi accentue le déséquilibre conventionnel. Ce qui rend le Pakistan encore plus dépendant du nucléaire, et donc de la Chine avec laquelle le partenariat a été renforcé lors de la visite de Musharraf à Beijing en février.

De même, l'espoir que nourrissait le Pakistan de voir les États-Unis jouer les « facilitateurs » au Cachemire a été déçu. Ce conflit n'a même pas été mentionné dans la déclaration commune publiée à la fin de la visite du président Bush. Le Pakistan craint que l'Inde, forte de son alliance avec les États-Unis, se contente de la poursuite du dialogue de « peuple à peuple » (réunion de familles divisées, ouverture d'une ligne de bus...) et ne fasse aucune concession politique sur le Cachemire.

Enfin, la méfiance mutuelle persiste avec l'Iran. Le président Musharraf s'est prononcé contre l'utilisation du territoire ou de l'espace aérien pakistanais pour des frappes contre l'Iran, mais Téhéran s'inquiète de plus en plus de la coopération entre Washington et Islamabad. De son côté, le Pakistan ne veut pas être pris en tenailles entre un futur Iran nucléaire et l'Inde, dont Téhéran s'est récemment rapproché.